

# Ensemble disons : “stop à la répression coloniale en Kanaky!”

Depuis le 13 mai dernier, la situation en Kanaky n’a cessé de se détériorer avec un bilan de 13 morts, dont 11 Kanak.

La tribu de Saint-Louis est assiégée depuis quatre mois, avec des check-points militaires à ses entrées et sorties, accompagnés de contrôles systématiques d’identité. La population prise en otage souffre d’insécurité constante, de faim et de discriminations. Les familles de Saint-Louis déplorent désormais la mort de trois jeunes Kanak, abattus par les forces de l’ordre. L’état français à travers ses marionnettes, dont le haut-commissaire Louis Le Franc et la droite locale fasciste, fait régner la terreur et la violence en Kanaky.

Le gouvernement français a annoncé ne pas porter le projet de loi constitutionnelle du dégel du corps électoral au congrès de Versailles. Ce projet de loi n’est donc pas présenté pour le moment mais n’est pas abandonné définitivement.

Le président Macron et son gouvernement ont bafoué le droit du peuple Kanak à l’autodétermination et à accéder à la pleine souveraineté. Ils portent la responsabilité des drames dont la Kanaky est victime et la répression qui a été mise en œuvre est condamnable.

Nous exigeons :

- L’arrêt immédiat de la répression policière et armée
- Le retrait des forces de l’ordre
- La fin d’une justice unilatérale au détriment des Kanak et Indépendantistes
- La démission du haut-commissaire, Louis le Franc
- Le retrait définitif du projet de loi constitutionnelle du dégel du corps électoral
- La libération et le retour en Kanaky de nos prisonniers politiques
- La reprise du processus de décolonisation

## Rassemblement vendredi 18 octobre à 18 h Place de la Comédie, Lyon 1

